

DIRECTIVE N° 13

Objet	Modèle comptable harmonisé 2 (ci-après : MCH2)
Titre	Loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI)
Date	19 décembre 2024
	Règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité

En droit :

En application de l'article 73 du décret concernant l'administration financière des communes¹ (ci-après : DCom), le délégué aux affaires communales édicte la directive suivante :

Dispositions générales

*Champ
d'application*

Article premier Sont soumis à la présente directive :

- a) les communes municipales ;
- b) les communes mixtes ;
- c) les syndicats et agglomérations de communes ;
- d) les sections de communes ;
- e) les associations intercommunales ;
- f) les autres corporations de droit public soumises à la loi sur les communes²

Terminologie

Art. 2 ¹ L'expression « conseil communal » utilisée dans les prescriptions qui suivent désigne, dans tous les genres de corporation, l'autorité exécutive supérieure.

² Par analogie, l'expression « le législatif » utilisée dans les prescriptions qui suivent désigne dans tous les genres de corporation l'autorité supérieure.

¹ RSJU 190.611

² RSJU 190.11

En droit

Art. 3 ¹ L'article 29 de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI)³ précise que les communes peuvent prélever une redevance pour l'utilisation du domaine public communal d'au maximum 0,7 centime par KWh d'électricité soutiré du réseau par les consommateurs finaux.

² L'article 30 indique que les communes peuvent prélever une redevance à vocation énergétique d'au maximum 1 centime par KWh d'électricité soutiré du réseau par les consommateurs finaux.

Redevance
communale pour
l'utilisation du
domaine public

Art. 4 ¹ La redevance communale pour l'utilisation du domaine public communal n'est pas un financement spécial. Celle-ci doit être comptabilisée par le compte :

Liquidité	à	6156.42405.XX
-----------	---	---------------

² La redevance communale pour l'utilisation du domaine public communal n'est pas affectée, son produit revient au ménage communal.

Redevance
communale à
vocation
énergétique

Art. 5 ¹ La redevance à vocation énergétique est un financement spécial affecté. Celle-ci doit être comptabilisée par le compte :

Liquidité	à	7696.42405.XX
-----------	---	---------------

² Les excédents de produits ou de charges du financement spécial relatif aux redevances communales à vocation énergétique doivent être comptabilisés selon la même méthode que les autres financements spéciaux, à savoir :

Excédent de produits :

9991.90100.71	à	29007.01
---------------	---	----------

Excédent de charges :

29007.01	à	9991.90110.71
----------	---	---------------

³ RSJU 731.1

Art. 6 ¹ Le financement spécial à vocation énergétique contribue à couvrir les charges d'exploitation ordinaires et la charge financière (intérêts et amortissements comptables) des projets et prestations publics communaux dans le domaine énergétique, soit notamment :

- a) assainissement énergétique de bâtiments dont la commune est propriétaire ;
- b) mise en place d'installations de production de chaleur renouvelable dans les nouvelles constructions dont la commune est propriétaire ;
- c) gestion et optimisation de l'éclairage public ;
- d) intervention sur les propres infrastructures de la commune visant à en réduire la consommation d'énergie, notamment en matière de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ou d'optimisation énergétique du réseau d'eau potable ;
- e) construction et extension de réseaux de chauffage à distance alimentés en majorité par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur ;
- f) implémentation de réseaux intelligents et d'installations de stockage de l'énergie ;
- g) subventions pour des mesures visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables ;
- h) mandats spécifiquement liés à la mise en œuvre de la politique énergétique ;
- i) toute autre mesure visant à économiser l'énergie, à améliorer l'efficacité énergétique ou à promouvoir des énergies renouvelables ;
- j) projets et prestations menés à l'échelle intercommunale.

² Seules les charges ne pouvant être attribuées à une fonction spécifique doivent être imputées à la fonction 7696. Par exemple :

- a) frais liés à « cité de l'énergie » ;
- b) mandats externes dans le domaine de l'efficacité énergétique ;
- c) imputations internes des frais du personnel administratif ;
- d) planifications de projets énergétiques ;
- e) subventions des mesures spécifiques liées à la politique énergétique.

³ Pour les autres charges, il sera créé un compte de transfert par fonction, distingué par son extension qui correspondra aux deux premiers chiffres de la fonction bénéficiaire, par exemple pour les frais inhérents à la gestion et l'optimisation de l'éclairage public :

7696.36321.61	à	6156.46321.76
---------------	---	---------------

⁴ Demeurent réservées les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes relatives aux investissements et aux amortissements (comptables).

Subventions des
mesures

Art. 7 ¹ Le financement spécial à vocation énergétique peut également être utilisé pour ses propres subventions d'investissements à vocations énergétiques.

² Il sera créé un compte par fonction subventionnée, distingué par son extension qui correspondra aux deux premiers chiffres de la fonction bénéficiaire, Le prélèvement de la subvention à vocation énergétique devra être comptabilisé comme suit, par exemple un investissement pour la rénovation énergétique d'un bâtiment administratif de la commune.:

7696.36602.02	à	0290.63201.XX
---------------	---	---------------

Subventions à des
tiers

Art. 8 Les Communes qui prévoient le subventionnement de mesures énergétiques en faveur de tiers doivent obligatoirement se doter d'un règlement communal idoine.

L'octroi de subvention à vocation énergétique à des tiers devra être comptabilisé comme suit :

7696.363xx.xx	à	liquidité
---------------	---	-----------



Christophe Riat
Délégué aux affaires communales



Julien Buchwalder
Contrôleur d'institutions